

Première Partie : Navigation Aérienne

Titre IV : Services Auxiliaires de la Navigation Aérienne.

Article 60 : Services auxiliaires : Sont considérés comme services auxiliaires de la navigation aérienne, tous services chargés de garantir sa sécurité, sa régularité et son efficacité, tels que le contrôle de la circulation aérienne, les radiocommunications aéronautiques, les informations météorologiques, les services de recherches et sauvetage et l'information aéronautique.

Article 61 : Services de la circulation aérienne : Le ministre des travaux publics, crée, modifie ou supprime les organes destinés à assurer, conformément aux dispositions de la réglementation internationale en vigueur, les services de la circulation aérienne au-dessus du territoire marocain ; il fixe par arrêté, conformément aux recommandations de conférences aéronautiques régionales, les limites des portions d'espace - région d'information de vol, région de contrôle, zone de contrôle, routes et voies aériennes - dans lesquelles sont assurés des services d'information de vol, de contrôle et d'alerte.

Les limites de ces diverses portions d'espace, les centres de contrôle ou d'information de vol ainsi que toutes indications concernant le fonctionnement de ces divers services de la circulation aérienne, font l'objet de publications d'information aéronautique (A.I.P.) ou de N.O.T.A.M.

Article 62 : Météorologie : Les conditions relatives à la fourniture par des services de la météorologie nationale des informations météorologiques nécessaires pour assurer une circulation aérienne sûre, économique et régulière sont fixées par arrêté du ministre des travaux publics.

Seules seront utilisées pour la préparation, la conduite et le contrôle des vols les observations, prévisions et autres informations météorologiques fournies par lesdits services.

Article 63 : Télécommunications : Le ministre des travaux publics prend les mesures qu'il estime nécessaire pour l'établissement d'un réseau national de télécommunications aéronautiques en accord avec le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones, et d'aides à la navigation aérienne ; il veille à ce que propriétaires et utilisateurs d'aéronefs civils se conforment aux prescriptions de sécurité établies par le présent décret et les arrêtés d'exécution.

Tout système et équipement de radiocommunications et d'aides à la navigation aérienne existant ou à créer sont soumis au contrôle de la direction de l'air ; les propriétaires de tels équipements et les organismes chargés du transport aérien doivent se conformer aux indications de la direction de l'air en vue d'améliorer, par une distribution adéquate de l'équipement existant, les systèmes de télécommunications aéronautiques et d'aides à la navigation le long des routes aériennes nationales et internationales.

Article 64 : Recherches et sauvetage : Le ministre des travaux publics en coopération avec tous autres ministères et services intéressés, assure un service de recherches et sauvetage dans le but d'assister les aéronefs en difficulté ou accidentés ou de retrouver les aéronefs conformément aux dispositions de la réglementation internationale en vigueur.

Les aéronefs des entreprises de transport et tous autres aéronefs doivent, dans la mesure de leurs possibilités, participer aux opérations de recherches et sauvetage. Le directeur de l'air peut, s'il l'estime nécessaire, réquisitionner tous aéronefs, véhicules et embarcations:

Les frais de recherches et sauvetage sont à la charge du propriétaire ou de l'exploitant de l'aéronef en cause.

Article 65 : Information aéronautique : Conformément aux dispositions de la réglementation internationale en vigueur, la direction de l'air élabore, publie et tient à jour une publication d'information aéronautique (A.I.P.) et émet des notices aux navigateurs aériens (N.O.T.A.M.). La direction de l'air échange ses publications d'information aéronautique avec celles des services similaires des Etats intéressés et diffuse les N.O.T.A.M. conformément aux recommandations de conférences aéronautiques régionales.

Le siège du bureau N.O.T.A.M. international pour le Maroc est fixé par le directeur de l'air.

Article 66 : Centres d'information d'aérodromes : Sur tous les aérodromes internationaux du Maroc et sur d'autres aérodromes, s'il est nécessaire, sont créés des centres d'information aéronautique chargés, sous le contrôle du directeur de l'air, de fournir aux équipages et exploitants tous renseignements utiles pour la préparation des vols, et essentiels pour la sécurité, la régularité et l'efficacité de la navigation aérienne sur les tronçons de route partant de l'aérodrome.